1
Bureau coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 20 octobre 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut financier des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (Carrière du Service Extérieur - Carrière de chancellerie - Agents en mission spéciale - Consuls honoraires)", a donné le 30 novembre 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e October 1953 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van het financieel statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel (Carrière bij de Buitenlandse Dienst - Kanselarij-Carrière - Ambtenaren met een speciale opdracht belast - Ere-Consuls)", heeft de 30e November 1953 het volgend advies gegeven:

A l'intitulé, le Conseil d'Etat estime que le mot "financier" devrait être remplacé par "pécuniaire" qui depuis plusieurs années est utilisé dans cette matière (cfr. arrêtés du Régent des 20 juin 1946 et 21 juin 1949 et arrêté royal du 16 février 1953).

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de remplacer à l'article 3 les mots : "supplément annuel d'indemnité de poste" par "supplément annuel de traitement" par concordance avec la terminologie de l'arrêté royal du 26 octobre 1953.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat suggère d'insérer dans l'article 6, les dispositions des arrêtés du Régent des 30 décembre 1947 et 25 mars 1948 de manière à régler le statut pécuniaire des agents du service extérieur par un texte unique.

\+

\+ +

.../...

Le Conseil d'Etat propose, en outre, d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL FIXANT LE STATUT PECUNIAIRE DES AGENTS DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR (Carrière du service extérieur - Carrière de chancellerie - Carrière de secrétaire de chancellerie - Agents en mission spéciale - Consuls honoraires).

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66 de la Constitution;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des dispositions spéciales pour fixer le statut pécuniaire des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur en raison de la nature particulière de leurs fonctions;

Considérant qu'il y a lieu de reviser, en vue de les adapter aux exigences du service, les dispositions relatives au statut pécuniaire des agents du service extérieur et des agents de chancellerie qui faisaient l'objet des anciens règlements organiques du Corps diplomatique, du corps consulaire et de la carrière de chancellerie, et qui avaient été provisoirement maintenus en vigueur par l'article 91 de

l'arrêté du Régent du 15 octobre 1946 portant règlement des services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur;

Vu l'avis du Comité départemental de consultation syndicale;

Vu l'accord du Premier Ministre ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - TRAITEMENTS ET INDEMNITES DIVERSES.

Article 1er.-

Les traitements de grade des agents des carrières du Service extérieur et de chancellerie sont fixés d'après les barèmes ci-après :

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de placer sous une lettre C les secrétaires de chancellerie) ...

Article 2.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 3.-

Il est accordé aux agents de la carrière de chancellerie qui, de par leurs fonctions, se trouvent dans l'obligation de connaître des langues étrangères autres que les langues germaniques et romanes, un supplément annuel de traitement de 14.400 francs.

Article 4.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 5.-

Les agents en fonction à l'étranger bénéficient des allocations familiales prévues par l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 relatif aux allocations familiales allouées au personnel rétribué par l'Etat, modifié par l'arrêté du .... , à l'exclusion des indemnités et allocations prévues à l'article 4 du présent arrêté.

Seules les allocations de naissance peuvent, au surplus, leur être accordées.

Aliéna 3 : ... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 6.-

§ 1er. Une indemnité de logement est accordée aux agents des carrières du service extérieur, de chancellerie et de secrétaire de chancellerie rappelés de l'étranger pour remplir une fonction à l'administration centrale.

.../...

Elle est égale à 1/10e du montant brut du traitement annuel de grade pour les agents célibataires. Elle est portée respectivement à 1/6e pour les agents mariés et à 1/5e pour les agents mariés ayant au moins deux enfants mineurs à charge.

§ 2. Une indemnité spéciale de transfert est accordée mensuellement aux agents de la carrière du service extérieur rappelés de l'étranger pour remplir une fonction à l'administration centrale.

Elle est fixée à :

3.000 francs pour les agents de première classe lorsqu'ils sont revêtus du titre d'ambassadeur;

2.500 francs pour les autres agents de première classe;

2.000 francs pour les agents de deuxième classe;

1.500 francs pour les agents de troisième classe;

1.000 francs pour les agents de quatrième classe;

700 francs pour les agents de cinquième classe.

L'indemnité est majorée de 25 p.c. pour les agents mariés.

§ 3. Sauf autorisation spéciale du Ministre des Affaires étrangères, les indemnités prévues aux paragraphes précédents ne sont plus accordées à partir de la 4ème année de prestations ininterrompues à l'administration centrale.

Article 7.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 8.-

L'indemnité de poste de base d'un agent marié est augmentée de 25 p.c. S'il est logé aux frais de l'Etat, ce supplément est de 20 p.c.

L'indemnité de poste de base de l'agent célibataire ou veuf sans enfant est réduite de 5 p.c. S'il est logé aux frais de l'Etat, cette réduction est portée à 10 p.c.

Un supplément d'indemnités de poste pourra être alloué dans les conditions déterminées par le Ministre des Affaires étrangères à l'agent qui utilise des objets mobiliers personnels.

Articles 9 à 14 inclus.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 15.-

L'agent mis à la disposition du Ministre des Affaires étrangères bénéficie des mêmes traitement, indemnités et allocations que l'agent de la carrière de l'administration centrale.

Articles 16 à 18.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

CHAPITRE II.- DEPENSES REMBOURSABLES.

Article 19.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer le mot "Département" par "Ministère") ...

Article 20.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de faire de la seconde phrase, un alinéa distinct qui commencerait par les mots :

"Cette disposition s'applique aux agents ...").

Article 21.-

Pour les déplacements et les voyages prévus par les articles 19, 20 et 22, le Ministre des Affaires étrangères détermine l'itinéraire à suivre par les agents, le moyen de transport à utiliser et la classe dans laquelle ils sont autorisés à voyager. Il détermine éventuellement les modalités du voyage des membres de la famille et du personnel domestique des agents.

Il pourra allouer aux agents en voyage de service et aux agents en mission temporaire, une indemnité forfaitaire pour couvrir les frais de logement, de nourriture et les menus frais de séjour.

...

... (la suite comme au projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 22.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 23.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de rédiger les alinéas 2 et 3 ainsi qu'il suit:

"L'agent qui, sans bénéficier de l'alinéa 1er, loue une habitation meublée, peut être indemnisé, dans les conditions fixées par le Ministre des Affaires étrangères, du surcroît de charges résultant de la différence entre le loyer normal d'une habitation non meublée et celui d'une habitation meublée dans la localité où l'agent est établi.

Les agents peuvent être autorisés par le Ministre des Affaires étrangères à mettre en garde-meubles tout ou partie de leur mobilier. Dans ce cas, sur production de pièces justificatives, ils sont indemnisés des frais de garde et de conservation à l'exclusion des frais d'assurance.")...

Article 24.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer les mots : "résidence" et "Département" respectivement par les mots : "l'habitation" et "Ministère", et de faire des deux dernières phrases de l'alinéa 2 un alinéa distinct commençant par les mots :

"En attendant que le chef de poste ... ")...

Article 25.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire in fine : "... du traitement annuel de grade.")...

Article 26.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE III.- DISPOSITIONS COMPTABLES.

Articles 27 à 30.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 31.-

En principe, les agents consulaires honoraires ne sont pas rétribués. Ils bénéficient d'une quotité des taxes consulaires perçues par leur poste dans les conditions fixées en vertu de la loi.

Le Ministre des Affaires étrangères fixe les dépenses de chancellerie qui peuvent être remboursées aux agents consulaires honoraires.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Articles 32 et 33.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 34.-

Toutes les dispositions antérieures relatives au statut financier des carrières du service extérieur et de chancellerie sont abrogées.

Article 35.-

Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1er janvier 1954.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Le Ministre des Commerce extérieur,

De Raad van State acht het wenselijk, het woord "financieel" in het opschrift te vervangen door "geldelijk", dat in dit verband reeds verscheidene jaren wordt gebruikt (cfr. besluiten van de Regent van 20 Juni 1946 en 21 Juni 1949 en koninklijk besluit van 16 Februari 1953).

\+

\+ +

Naar het oordeel van de Raad van State, wordt "jaarlijkse bijkomende postvergoeding" in artikel 3, terwille van de overeenstemming met de terminologie van het koninklijk besluit van 26 October 1953, beter door "jaarlijkse weddebijslag" vervangen.

\+

\+ +

De Raad van State stelt voor, het bepaalde in de besluiten van de Regent van 30 December 1947 en 25 Maart 1948 in artikel 6 op te nemen, zodat het geldelijk statuut van het personeel van de buitenlandse dienst in één tekst wordt geregeld.

\+

\+ +

.../...

Voorts stelt de Raad van State voor, in het ontwerp enkele vormwijzigingen aan te brengen, die in de hierna volgende tekst zijn opgenomen :

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN HET GELDELIJK STATUUT VAN HET PERSONEEL VAN HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL (Carrière buitenlandse dienst - Kanselarij-carrière - Carrière kanselarij-secretaris - Ambtenaren met speciale opdracht - Ere-consuls).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL

Gelet op artikel 66 van de Grondwet;

Overwegende dat er reden toe is, bijzondere voorzieningen te treffen om het geldelijk statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, wegens de bijzondere aard van hun ambten, vast te stellen;

Overwegende dat er reden is tot herziening van de bepalingen betreffende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de buitenlandse dienst en van de personeelsleden der kanselarij-carrière, welke bepalingen waren opgenomen in de vroegere organieke reglementen van het diplomatieke corps, van het consulair corps en van de kanselarij-carrière en voorlopig gehandhaafd waren bij artikel 91 van het

.../...

besluit van de Regent van 15 October 1946 houdende reglement der buitenlandse dienst.n van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, ten einde ze aan de vereisten van de dienst aan te passen;

Gelet op het advies van de departementale syndicale raad van advies;

Gelet op het akkoord van de Eerste-Minister;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Minister van Buitenlandse Handel en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - WEDDEN EN DIVERSE VERGOEDINGEN.

Artikel 1.-

De aan de graad verbonden wedden der leden van het personeel van de carrières buitenlandse dienst en kanselarij worden volgens onderstaande weddeschalen vastgesteld :

... (tekst van het Regeringsontwerp, mits de kanselarijsecretarissen onder een letter C te plaatsen) ...

.../...

Artikel 2.-

De ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst, die belast zijn met het ambt van ... (verder tekst van het Regeringsontwerp) ...

Artikel 3.-

Aan de personeelsleden der kanselarij-carrière, die wegens hun ambt verplicht zijn andere vreemde talen dan de Germaanse en Romaanse te kennen, wordt een jaarlijkse weddebijslag van 14.400 frank toegekend.

Artikel 4.-

De personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst ... (verder tekst van het Regeringsontwerp) ...

Artikel 5.-

De personeelsleden die dienst doen in het buitenland genieten de kinderbijslag als bepaald bij het besluit van de Regent van 16 Maart 1950 betreffende de kinderbijslagen toegekend aan het door de Staat bezoldigd personeel, gewijzigd door het besluit van ... , met uitsluiting van de vergoedingen en toelagen bij artikel 4 van dit besluit bedoeld.

Voorts kunnen hun alleen de geboortetoeslagen worden toegekend.

.../...

De inhouding bepaald bij artikel 2 van ... (voorts als in het Regeringsontwerp) ...

Artikel 6.-

§ 1. Een vergoeding voor huisvesting wordt toegekend aan de personeelsleden van de carrières buitenlandse dienst, kanselarij en kanselarijsecretaris, die uit het buitenland worden teruggeroepen om een ambt bij het hoofdbestuur waar te nemen.

Voor ongehuwde leden bedraagt zij 1/10e van het bruto-bedrag der aan de graad verbonden jaarlijkse wedde. Voor gehuwde leden wordt zij op 1/6e en voor gehuwde leden met ten minste twee minderjarige kinderen ten laste op 1/5e gebracht.

§ 2. Een bijzondere overplaatsingsvergoeding wordt maandelijks toegekend aan de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst die uit het buitenland worden teruggeroepen om een ambt bij het hoofdbestuur waar te nemen.

Zij is vastgesteld op :

3.000 frank voor ambtenaren eerste klasse, die met de titel van ambassadeur zijn bekleed;
2.500 frank voor de andere ambtenaren eerste klasse;
2.000 frank voor de ambtenaren tweede klasse;
1.500 frank voor de ambtenaren derde klasse;
1.000 frank voor de ambtenaren vierde klasse;
700 frank voor de ambtenaren vijfde klasse.

Voor gehuwde ambtenaren wordt de vergoeding met 25 t.h. verhoogd.

.../...

§ 3. Behoudens bijzondere machtiging van de Minister van Buitenlandse Zaken worden de in de vorige paragrafen genoemde vergoedingen niet meer toegekend met ingang van het 4e jaar ononderbroken dienst bij het hoofdbestuur.

Artikel 7.-

... (tekst van het Regeringsontwerp, mits het woord "functies" te vervangen door "ambt".)...

Artikel 8.-

De basis-postvergoeding van een gehuwd personeelslid wordt met 25 t.h. verhoogd. Wanneer hij op Staatskosten gehuisvest is, bedraagt dit supplement 20 t.h.

De basis-postvergoeding van het ongehuwd personeelslid of van de weduwnaar zonder kind wordt met 5 t.h. verminderd. Wanneer hij op Staatskosten gehuisvest is, wordt die vermindering op 10 t.h. gebracht.

Onder voorwaarden door de Minister van Buitenlandse Zaken bepaald, kan een bijkomende post-vergoeding toegekend worden aan het personeelslid dat eigen roerende goederen gebruikt.

Artikelen 9 tot en met 14.-

... (tekst van het Regeringsontwerp, mits in de Nederlandse tekst, in artikel 11, eerste lid,

.../...

"zending" door "opdracht", in artikel 11, tweede lid, "voorzien" door "bepaald", in artikel 12, eerste lid, "van dit laatste" door "hiervan" en in artikel 13, eerste lid, "de functies" door "het ambt" en in het derde lid, "beoogde" door "bedoelde" te vervangen) ...

Artikel 15.-

Het personeelslid dat ter beschikking van de Minister van Buitenlandse Zaken wordt gesteld, geniet dezelfde wedde, vergoedingen en toelagen als het personeelslid der carrière hoofdbestuur.

Artikelen 16 tot 18.-

... (tekst van het Regeringsontwerp) ...

HOOFDSTUK II.- TERUGBETAALBARE UITGAVEN.

Artikel 19.-

... (tekst van het Regeringsontwerp, mits "Departement" door "Ministerie" te vervangen) ...

Artikel 20.-

... (tekst van het Regeringsontwerp, mits van de tweede volzin een als volgt aanvangend afzonderlijk lid te maken :

"Deze bepaling is van toepassing op de personeelsleden ...") ...

.../...

Artikel 21.-

Voor de verplaatsingen en reizen bij de artikelen 19, 20 en 22 bedoeld, bepaalt de Minister van Buitenlandse Zaken welke reisweg de personeelsleden moeten volgen, welk vervoermiddel zij moeten gebruiken en in welke klasse zij mogen reizen. Hij bepaalt eventueel op welke wijze de leden van het gezin en de dienstboden der personeelsleden reizen.

Hij kan de personeelsleden die op dienstreis zijn en de met een tijdelijke opdracht belaste personeelsleden een forfaitaire vergoeding toekennen om de kosten van logies, voeding en de kleine verblijfsonkosten te dekken.

... (voorts als in het Regeringsontwerp) ...

Artikel 22.-

... (tekst van het Regeringsontwerp) ...

Artikel 23.-

... (tekst van het Regeringsontwerp, mits het tweede en het derde lid als volgt te lezen :

" Het personeelslid dat, zonder het in het eerste lid genoemde voordeel te genieten, een gemeubileerde woning huurt, kan, onder de voorwaarden door de Minister van Buitenlandse Zaken vastgesteld, vergoed worden voor de hogere lasten die voortvloeien uit het verschil tussen de normale huurprijs van een niet gemeubileerde woning en die van een gemeubileerde woning ter plaatse waar het personeelslid is gevestigd.

.../...

De personeelsleden kunnen van de Minister van Buitenlandse Zaken toelating krijgen om hun meubels geheel of gedeeltelijk in een meubelbewaarplaats te bergen. In dat geval worden zij tegen overlegging van bewijsstukken voor de kosten van bewaring, met uitsluiting van de verzekeringskosten, vergoed.)".

Artikel 24.-

... (tekst van het Regeringsontwerp, mits "woonst" te vervangen door "woning", "functies" door "ambt", "Departement" door "Ministerie" en "de twee derden" door "twee derde", en mits van de laatste twee volzinnen van het tweede lid een afzonderlijk lid te maken dat aanvangt met de woorden :

"In afwachting dat het posthoofd ...") ...

Artikel 25.-

... (tekst van het Regeringsontwerp, mits "zending" door "opdracht" te vervangen en in fine te lezen : "...verbonden jaarlijkse wedde.")...

Artikel 26.-

... (tekst van het Regeringsontwerp, mits in de Nederlandse tekst, laatste regel, "voorzien" door "bepaald" te vervangen) ...

.../...

HOOFDSTUK III.-COMPTABILITEITSBEPALINGEN.

Artikelen 27 tot 30.-

... (tekst van het Regeringsontwerp, mits de aanvang van artikel 29, in de Nederlandse tekst, als volgt te lezen :

"Wanneer volgens de reglementsbepalingen een voorafgaande toelating ..." en in hetzelfde artikel "gelegd" door "gebracht" te vervangen.)...

Artikel 31.-

In beginsel worden de consulaire ere-agenten niet bezoldigd. Zij ontvangen onder de krachtens de wet vastgestelde voorwaarden een gedeelte van de consulaire belasting die door hun post wordt geheven.

De Minister van Buitenlandse Zaken bepaalt, welke kanselarijuitgaven aan de consulaire ere-agenten mogen worden terugbetaald.

HOOFDSTUK IV.-OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 32.-

1° De weddeschaal H/290.000-350.000 blijft gelden voor de ambtenaren eerste klasse, die vóór het in werking treden van dit statuut met de titel van buitengewoon en gevolmachtigd ambassadeur waren bekleed.

.../...

Artikel 35.-

Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit, dat 1 Januari 1954 in werking treedt.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Buitenlandse Handel,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	G.HOLOYE, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J.VAUTHIER, F.DUCHENE,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

des Affaires étrangères.
van Buitenlandse Zaken.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.